

PUBLICATION JUDICIAIRE

Tribunal de grande instance de M...

3^{ème} chambre

Jugement correctionnel du 26 juin 2010

Contradictoire pour la prévenue, l'ordre des avocats au barreau de ... et l'ordre des avocats au barreau de ... (parties civiles)

Contradictoire à signifier pour M. X (partie civile)

N° de jugement : 0123-YZ

N° de parquet : 04567

Le tribunal

[...]

Attendu que R... est prévenu :

D'avoir à M..., le 19 décembre 2006, en tout cas sur le territoire national et depuis temps non prescrit, exercé illégalement la profession d'avocat en l'espèce en intervenant devant le Conseil des prud'hommes de M... lors d'une audience de conciliation.

faits prévus par art. 4, art. 72 loi 71-1130 du 31/12/1971 et réprimés par art. 72 loi 71-130 du 31/12/1971

d'avoir à M..., le 19 décembre 2006, en tout cas sur le territoire national et depuis temps non prescrit, pris le nom de P... dans la feuille d'enregistrement du conseil des prud'hommes de M..., document administratif destiné à l'autorité publique

faits prévus par art. 433-19 1° C. pénal et réprimés par art. 433-19 al. 1, art. 433-22 C. pénal.

d'avoir à M... le 19 décembre 2006, en tout cas sur le territoire national et depuis temps non prescrit, altéré frauduleusement la vérité dans un écrit, ou tout autre support d'expression de la pensée, ayant pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques, en l'espèce en falsifiant la signature de P... dans la feuille d'enregistrement du conseil des prud'hommes de M....

faits prévus par art. 411-1 C. pénal et réprimés par art. 411-1 al. 2, art. 411-10, art. 441-1 I C. pénal.

[...]

Sur l'action publique

Statuant publiquement, en premier ressort et par jugement **contradictoire**, à l'égard de R...

Déclare R... coupable des faits qui lui sont reprochés.

Condamne R... :

à la peine de **6 mois d'emprisonnement** avec **sursis**, à titre de peine principale ;

Ordonne la **publication** par extrait du présent jugement dans « **la Gazette du Palais** » pendant **deux mois** aux frais du condamné, dans la limite du montant de l'amende encourue, à titre de peine complémentaire

pour l'infraction de Exercice illégal de la profession d'avocat

pour l'infraction de Prise d'un nom ou d'un accessoire du nom différent de l'état civil dans un acte public ou authentique ou dans un document administratif.

pour l'infraction de Faux : altération frauduleuse de la vérité dans un écrit.

[...]

[**NB** : Les noms et dates ont été modifiés]